

- guidée par les aspirations exprimées dans la déclaration de Bangkok et la déclaration de Kuala Lumpur, par le désir d'augmenter la force de la région et de consolider les bases de la paix, de la stabilité et de la coopération constructive, l'ANASE devrait viser à amener d'autres États de la région à souscrire au traité d'amitié et de coopération pour l'Asie du Sud-Est (*Treaty of Amity and Cooperation for Southeast Asia*) qui a été adopté au premier sommet de l'ANASE, à Bali en 1976;
- tout comme l'ANASE devrait amorcer le dialogue politique constructif à l'égard de l'Asie-Pacifique, elle devrait également, au moment indiqué, amorcer un dialogue constructif parmi tous les signataires du traité;
- étant entendu que l'ANASE ne doit pas devenir un pacte militaire ou un pacte de sécurité, nous estimons également qu'il est à la fois souhaitable et nécessaire d'élargir et d'enrichir le processus qui caractérise l'ANASE afin de l'étendre aux secteurs de la politique, de la sécurité et de la défense.»¹⁸

Le Japon

Depuis la fin de la Guerre du Pacifique, le Japon s'en est remis exclusivement aux États-Unis pour sa sécurité. Le miracle économique japonais découle directement de politiques éclairées de l'occupation et des avantages économiques tirés de l'approvisionnement en matériel et en entrepôts des forces de l'ONU en Corée. Le Japon, et non la Corée ni les Philippines (encore moins la Thaïlande ou le Vietnam), est l'élément central de la politique américaine de sécurité dans la région Asie-Pacifique.

Sous tous les rapports, la politique étrangère pratiquée par le Japon à l'égard de l'Asie-Pacifique vise à maintenir des relations harmonieuses avec les États-Unis. Malgré les importants problèmes économiques et commerciaux qui ont opposé les deux pays, Tokyo et Washington se sont efforcés de conserver des relations irréprochables en matière de sécurité. (Le scandale Toshiba-COCOM et l'imbroglio FSX, à la fin des années 1980, ont porté un grand préjudice à cet aspect des relations bilatérales.)

Le Japon a désapprouvé la quasi-totalité des diverses propositions concernant la sécurité de la région. Il a formulé des commentaires favorables à l'égard des propositions de la Mongolie et de la Corée, sans pour autant y donner suite. Tokyo a taxé les propositions soviétiques d'intéressées et de creuses, et il a qualifié l'Australie et le Canada de naïfs parce qu'ils semblaient s'inspirer du programme soviétique pour la région (Washington a tenu des propos semblables quoique plus atténués). La démarche révolutionnaire amorcée par l'ANASE à l'occasion de la CPM de 1991 a contraint le Japon à repenser son attitude à l'égard de la discussion de certains mécanismes de sécurité régionale.